

SOUS EMBARGO JUSQU'À
20 HEURES, LE 29 JUILLET 1981
VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCATION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
MARK MACGUIGAN,
À LA 50^E CONFÉRENCE DE
COUCHICHING,
GENEVA PARK (ONTARIO),
LE 29 JUILLET 1981

"LE DÉFI MONDIAL:
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET TENSIONS EST-OUEST"

(TRADUCTION)

Permettez-moi d'abord de féliciter les organisateurs de cette cinquantième Conférence ainsi que tous ceux dont le dévouement a permis de maintenir le processus de Couchiching. Il ne fait pas de doute que, dans les 50 dernières années, les organisateurs et les promoteurs de la conférence ont parfois eu leurs doutes quant à sa viabilité et à l'appui dont elle jouissait. Mais l'initiative a survécu, et je crois pour ma part que cela est tout à fait à notre avantage.

Ce n'est pas la première fois qu'une conférence de Couchiching se concentre sur les affaires internationales: chose inévitable étant donné les énormes changements que la communauté internationale a connus depuis la première conférence en 1931. Aujourd'hui, peut-être encore plus que par le passé, les événements qui surviennent à l'étranger influencent les collectivités nationales de plusieurs pays, forçant un nombre toujours plus grand de nations à se tourner vers l'extérieur, à repenser leur rôle dans le monde et à réévaluer la nature des relations internationales.

La conférence de cette année, qui porte sur le développement international en une période de tensions Est-Ouest, va au coeur de l'un des plus grands problèmes du monde contemporain. La façon dont nous aborderons la question influencera profondément les efforts de la communauté internationale pour réaliser ses objectifs humains et sociaux les plus fondamentaux, à savoir l'instauration de la paix, de la sécurité et de la justice sociale.

Ce soir, je me propose d'esquisser les grandes lignes de ce défi mondial en espérant que la Conférence permettra à d'autres participants de s'arrêter sur des aspects particuliers de ce défi, de sorte que nous puissions mieux comprendre la dynamique de notre dilemme commun.

Les expressions "Nord-Sud" et "dialogue" sont des rengaines qui nous servent, jusqu'à un certain point, à décomplexifier et à masquer les réalités de nos relations internationales. Ces dernières années, le tiers monde a trop souvent été vu en Occident comme un groupe de nations homogène ayant un certain nombre de caractéristiques en commun. La réalité est toute autre et nous risquons, en l'ignorant, de nous engager dans une analyse simpliste et de rechercher des solutions impraticables. Rien ne pourrait être plus loin de la réalité que l'image d'un monde divisé entre un Nord puissant et un Sud faible et dépendant. Les événements des années 70 ont tellement modifié le schéma que le thème de l'interdépendance prend maintenant le pas sur celui de la dépendance. Le meilleur exemple en a été l'émergence de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui confronte maintenant les populations du Nord à une situation qui préoccupe depuis longtemps le Sud, à savoir le phénomène de la dépendance. À l'instar des nations du Sud, nous recherchons nous aussi l'autosuffisance.

La recherche d'un cheminement viable rend impératif que nous comprenions clairement la nature du monde en développement. Nous devons reconnaître que les taux de croissance économique dans certaines régions du Sud ont dépassé ceux du Nord. Un certain nombre de pays en développement nous livrent une sérieuse concurrence sur les marchés du Nord. Même une nation comme l'Inde, communément reconnue comme pauvre et dépendante, est maintenant la neuvième plus importante puissance industrielle au monde. Il est donc très clair que les nations du "monde en développement" n'ont en réalité qu'une seule grande caractéristique commune, à savoir le désir de se tailler une place bien à elles dans le monde.

Mais leur objectif sera presque irréalisable si elles sont toujours tributaires des tensions dans le Nord. Le Groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud a résumé le problème en ces termes:

"Les tensions qui séparent les pays de l'Ouest de ceux du bloc communiste empêchent le Nord de s'occuper des intérêts du Sud comme il le devrait. L'Est ou l'Ouest ont souvent considéré le Sud comme un nouveau champ de bataille propice à leurs affrontements. Leurs relations avec les gouvernements du Sud se sont souvent fondées sur des principes aussi

ridicules que celui-ci: "Les ennemis de mes ennemis sont mes amis". L'avenir dépend dans une grande mesure de l'allègement de ces tensions et du rejet de maximes aussi simplistes."

Il est évident qu'une atténuation des tensions Est-Ouest favoriserait des progrès réels en matière de développement international. En Occident, nos espoirs ont reposé en bonne partie sur le processus de la détente. Mais bien que les objectifs de la détente restent valables, l'invasion de l'Afghanistan a sérieusement miné notre optimisme et a conséquemment semé le scepticisme dans le tiers monde. Sous de nombreux aspects, l'incursion soviétique a évoqué chez les pays en développement la mémoire de l'aventurisme impérialiste dont ils avaient tenté si fort de s'affranchir. Pour l'Occident, elle est venue saper les fondements même de la détente.

Mais l'affaire afghane a servi de révélateur, les pays occidentaux découvrant qu'ils ne partageaient pas tous les mêmes vues. Ces divergences s'expliquent en partie par la géographie, des intérêts propres, l'immédiateté de la menace militaire soviétique ou des relations de nature diverses avec le tiers monde. Mais ces différences de perceptions découlent aussi en partie des instruments de politique utilisés dans nos pays. En période de calme, ces différences semblent mineures; mais en temps de crise, elles prennent un relief qui leur donne une grande importance. Toutefois, il faut noter qu'elles ne découlent pas de positions politiques opposées, mais plutôt de caractéristiques légitimes et naturelles de chacune de nos sociétés.

Aucune société ne peut imposer une uniformité artificielle à des pays libres. Et même si cela se pouvait, le prix en serait désastreux - à savoir la destruction de la force de caractère et du dynamisme du monde occidental. Le fait a fort bien ressorti du Sommet économique de la semaine dernière à Ottawa lorsqu'il est devenu évident que les participants pouvaient facilement s'entendre sur des objectifs communs, tout en reconnaissant qu'il pouvait ne pas être toujours possible de prendre des mesures identiques pour arriver à ces objectifs, et qu'ils acceptaient de ne prendre aucune mesure ne tenant pas compte des incidences sur les autres pays.

La reconnaissance du principe de la préoccupation mutuelle devant l'incidence des politiques d'un pays sur les autres nations est un facteur important des relations de l'Ouest avec le monde en développement. Depuis quelque temps, on a tendance à se concentrer sur des thèmes comme le "Nord-Sud" ou "l'Est-Ouest". Je crois que nous en sommes

maintenant arrivés à une étape où ces thèmes convergent - où les préoccupations de l'Ouest et du Sud devant l'incidence de leurs politiques sur les autres pays sont devenues une composante essentielle et nécessaire de relations internationales stables.

La politique du développement est une partie intégrante de la politique étrangère. Elle l'est parce que notre politique étrangère est si différente de celle de certains autres pays que nos politiques de développement diffèrent également. C'est justement pour cette raison que le Canada est tellement mieux reçu dans le tiers monde que ne le sont certains autres pays. Le gouvernement canadien, par exemple, se conforme depuis quelque temps à quatre grands principes concernant le développement international du tiers monde.

Le premier est que l'un des objectifs du développement international doit être la promotion d'une indépendance et d'une stabilité réelles pour le tiers monde. En d'autres mots, nous optons pour un monde pluraliste dans lequel toutes les nations peuvent poursuivre les objectifs de l'indépendance et de l'auto-détermination et peuvent, si elles le souhaitent, choisir le non-alignement. C'est pourquoi nous voulons protéger le tiers monde de la confrontation Est-Ouest.

Notre second principe est qu'aucune puissance ne devrait tenter d'imposer une forme de gouvernement ou un système économique quelconque aux pays du tiers monde. Nous reconnaissons ainsi que les situations sociales, économiques et culturelles dans les pays du tiers monde diffèrent des nôtres, et que des systèmes imposés peuvent non seulement être offensants, mais aussi offrir manifestement les mauvaises réponses aux problèmes locaux. Ce qui ne veut pas dire que nous ne tenterons pas d'expliquer à ces pays pourquoi nous tenons aussi fortement à des institutions libres et représentatives. Mais même ici, l'argument le plus convaincant doit sûrement être le succès avec lequel nous réalisons nos propres objectifs en tant que société.

Notre troisième principe est que tous les gouvernements doivent fidèlement respecter les grandes obligations qu'ils ont prises à l'égard de leurs populations. La protection des droits de la personne est une préoccupation internationale légitime, et le monde ne peut fermer les yeux sur les violations flagrantes de ces droits. Mais encore ici, je crois que l'efficacité doit l'emporter sur les récriminations verbales. L'important est que nous réussissions à changer la mentalité des gouvernements qui violent ces droits, et non que nous fassions des gestes creux qui changent rarement les esprits et qui ne changent pratiquement jamais les pratiques offensantes.

Le quatrième principe est que le Canada évitera de récompenser les pays du tiers monde qui s'ingèrent de façon injustifiée dans les affaires des autres nations. Les pays du monde en développement font face à de formidables défis dans leurs efforts pour améliorer les conditions de vie de leurs populations - défis qui excluent le gaspillage de ressources rares pour des aventures impérialistes. C'est pour cette raison que nous avons retiré notre aide à des pays comme le Vietnam et Cuba.

Nous croyons que ces quatre principes doivent être respectés pour que soient réalisés les objectifs du dialogue Nord-Sud. Il est par exemple difficile de voir comment des relations commerciales ouvertes et dynamiques entre pays développés et en développement peuvent être établies si ces derniers sont continuellement soumis à des pressions pour s'aligner sur l'une ou l'autre des superpuissances. De même, l'utilisation rationnelle de l'aide au développement sera entravée si ces ressources sont affectées à l'achat d'armements devant appuyer la cause d'une superpuissance.

Certains mettent en doute la sagesse d'une telle politique. Ils croient que l'une ou l'autre partie retirera un avantage stratégique de l'imposition d'idéologies. Cette préoccupation s'enracine dans les expériences des années 50 et 60, c'est-à-dire les années difficiles de la décolonisation d'importantes régions du monde pendant lesquelles nous avons vu l'Union soviétique courtiser nombre de ces pays; leur inquiétude est en partie alimentée par leur méfiance à l'égard des anciennes puissances coloniales occidentales. Mais nous voyons aujourd'hui peu de pays du tiers monde adhérer à la même idéologie. Les structures et les institutions politiques varient grandement, selon des facteurs culturels qui transcendent les postulats rigides de l'idéologie soviétique. Nous savons maintenant que la promotion idéologique de la décolonisation a amené peu de pays dans l'orbite soviétique - et même ceux-là ne l'ont été que pour de courtes périodes. En outre, les efforts de Cuba au sein du mouvement des non-alignés n'ont fait qu'accroître la méfiance du tiers monde à l'égard des motivations soviétiques, surtout depuis l'invasion de l'Afghanistan. En bref, je crois que peu de nations du tiers monde, après avoir acquis leur indépendance des puissances coloniales occidentales, sont prêtes à se soumettre à l'idéologie d'une autre puissance, et encore moins à celle de l'Union soviétique.

Ceux d'entre vous qui ont étudié la Déclaration d'Ottawa auront peut-être des vues différentes sur le succès avec lequel les chefs de gouvernement et les autres participants au processus ont répondu aux préoccupations des nations en développement. Et je n'ai pas de doute que certains de ces points de vue seront bien expliqués pendant

la Conférence. À mon avis, les participants du Sommet ont fait beaucoup de progrès en direction de certains principes avancés par le Canada depuis quelques années. Par exemple:

Le Sommet a très explicitement appuyé "la stabilité, l'indépendance et le non-alignement authentique des pays en développement". Voilà qui appuie implicitement la protection du tiers monde contre les confrontations Est-Ouest. De façon explicite, il s'agit d'un engagement de non-ingérence lorsqu'il y a véritablement non-alignement.

En outre, je crois que l'un des résultats très positifs du Sommet a été une entente pour reprendre les préparatifs des Négociations globales. Cet engagement ne devrait pas être sous-estimé, puisqu'il représente essentiellement - du moins pour certains partenaires du Sommet - un retour à une position abandonnée lorsque le processus a été mis en veilleuse à l'automne dernier.

La Déclaration engageait également les partenaires du Sommet à maintenir des niveaux substantiels - et, dans plusieurs cas, accrus - d'aide publique au développement ainsi qu'à orienter la plus grande partie de cette aide vers les pays plus pauvres.

Facteur peut-être tout aussi important pour le monde en développement, les participants au Sommet se sont entendus pour résister aux pressions protectionnistes. Cet engagement a sans doute été pris pour pallier aux problèmes d'inflation et de chômage que vient aggraver le protectionnisme dans les pays industrialisés; mais le respect du principe peut sans doute être d'un très grand avantage pour le monde en développement, dont le bien-être dépend de l'accès aux marchés.

Pris ensemble, ces divers développements - entente entre les nations industrielles occidentales sur l'importance de respecter l'indépendance et le non-alignement des pays en développement, et reconnaissance du fait qu'il faut aider ces pays à participer plus pleinement et plus avantageusement au système économique mondial - sont il me semble des signes d'espoir pour une évolution sensible en matière de développement international. Mais tout rétrécissement du fossé entre nations ne viendra pas ultimement des déclarations. Je crois que les meilleurs indicateurs des progrès réels accomplis en vue de la satisfaction des aspirations du tiers monde pourraient être les suivants:

Premièrement, le degré auquel on permet aux pays du tiers monde de rester isolés des confrontations Est-Ouest. Cela exigera qu'ils soient laissés libres non seulement de l'ingérence directe des superpuissances, mais également de l'intervention ou de l'ingérence d'autres nations du tiers monde cherchant à leur imposer une forme quelconque d'idéologie politique ou de gouvernement.

Deuxièmement, le degré auquel les nations industrialisées sont disposées à aborder sérieusement les Négociations globales. Cela exigera des nations industrialisées une compréhension du fardeau du monde en développement et, de la part du tiers monde, un abandon des positions intraitables du mode de vote par bloc. Le résultat du Sommet Nord-Sud qui se tiendra au Mexique en octobre pourrait bien nous donner un aperçu des possibilités de succès qu'offre le processus.

Le troisième indicateur - et c'en est un qui sera sans doute surveillé de très près par les nations en développement - sera la mise en place de structures d'échanges plus ouvertes. Cet engagement envers des politiques commerciales plus ouvertes exigera plus que toute autre mesure une volonté politique réelle de la part des nations industrialisées. Il exigera parfois une modification des stratégies industrielles, un important transfert de technologie et des arrangements de commercialisation plus ordonnée.

Le quatrième indicateur, et nullement des moindres, sera la détermination des nations occidentales à respecter leurs engagements de hausser leur aide publique au développement. Pour notre part, nous visons à atteindre 0,7% du PNB d'ici la fin de la décennie, et nous espérons que les autres pays industrialisés en feront au moins tout autant.

Il ne fait pas de doute que le tiers monde ne s'intéressera pas tant aux déclarations et à la sympathie émanant de l'Ouest qu'aux engagements que nous prendrons et qu'aux efforts que nous déploierons pour respecter ces engagements.

En résumé, Monsieur le Président, je suis optimiste - peut-être prudent, mais optimiste quand même - quant aux possibilités de progrès qui s'annoncent. Il serait naïf de supposer qu'un nouvel ordre économique international émergera d'ici quelques années. La prise de

conscience des grands problèmes prend toujours du temps, même lorsque notre bien-être dépend de leur solution. En ce qui concerne la demande d'un effort de développement international accéléré et plus juste, il est probablement plus réaliste d'attendre non pas un grand bond en avant, mais plutôt un ensemble de mesures concertées et toutes orientées dans le même direction.

Il ne fait pas de doute que ces directions et ces mesures constitueront le fond de vos discussions, que je souhaite fructueuses, ne serait-ce que parce que nous devons tous approfondir les questions complexes qui entourent le développement international et sensibiliser les populations de toutes les régions du monde - mais surtout celles des pays industrialisés - à la nécessité urgente de faire un premier pas. Nous devons convaincre nos sociétés qu'il n'existe plus de terres éloignées et que, pour paraphraser Edmund Burke, lorsque la conjoncture est difficile ailleurs, il ne peut pas nuire de veiller à ses propres intérêts.